

pour une publication qui ne relève pas de lui, b) le gouvernement peut-il régir d'une façon quelconque l'emploi de titres de ce genre pour des publications qui ne lui appartiennent pas, c) le gouvernement cherche-t-il à décourager l'emploi de titres de ce genre pour des publications qui ne lui appartiennent pas?

PRÊTS AUX TERMES DE LA LOI SUR L'HABITATION
PAR L'ENTREMISE DE LA S.C.H.L., RÉGION
DE TORONTO

Question n° 922—M. Cameron (High-Park):

1. En 1962, combien de prêts relatifs à la loi nationale sur l'habitation sont passés par les bureaux de Toronto, de Scarborough et de Weston de la Société centrale d'hypothèques et de logement?

2. Quelle était la valeur globale de ces prêts?

3. Combien de prêts sont passés par ces bureaux en 1961, 1960 et 1959?

4. Quels sont les avocats qui se sont occupés de ces prêts pour le compte de la Société centrale d'hypothèques et de logement pendant chacune de ces années et quels ont été leurs honoraires?

PLACEMENTS PRIVÉS OU PUBLICS, PAR PROVINCE

Question n° 970—M. Laing:

Durant chaque année depuis 1950, quelles sommes représentent les placements a) de capitaux provenant de particuliers, b) de capitaux de l'État, dans chacune des provinces?

RÉSERVE INDIENNE DE FORT-NELSON,
À MUSKWA, (C.-B.)

Question n° 1003—M. Howard:

1. A quelle date a-t-on fait l'acquisition du terrain destiné à l'établissement d'Indiens de Fort-Nelson, près de Muskwa, près ou aux environs du mille 295 de la grande route d'Alaska? Y a-t-il un camp ou un établissement militaire à cet endroit et, dans le cas de l'affirmative, combien d'hommes y sont postés?

2. Une partie ou la totalité de ces Indiens vivaient-ils antérieurement près ou aux environs de la réserve traditionnelle appelée *The Old Fort* et, dans le cas de l'affirmative, quelle est la distance entre ce dernier et l'établissement actuel situé près de Muskwa?

3. Qui a pris l'initiative de proposer le déplacement de ces Indiens et à quelle date a-t-on formulé cette proposition?

4. Pendant qu'il a été surintendant de l'agence indienne de Fort-St. John, M. Galibois, pour son compte ou conjointement avec toute autre personne, a-t-il acheté ou jalonné quelque terrain dans ou près la réserve dite traditionnelle, ou y a-t-il obtenu quelque intérêt prédominant? Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement a-t-il examiné les circonstances entourant l'achat de ce terrain?

CONGRÈS DES SYNDICATS OUVRIERS
INTERNATIONAUX

Question n° 1026—M. Grégoire:

1. Depuis 1919, combien de conventions adoptées par l'Organisation internationale du travail le Canada a-t-il approuvées et quelles sont ces conventions?

2. Lesquelles de ces conventions n'ont pas été approuvées et pour quelles raisons, dans chaque cas, a-t-on refusé de les approuver?

[M. Berger.]

3. Le gouvernement canadien a-t-il invité les gouvernements provinciaux à déléguer des représentants aux conférences de l'Organisation internationale du travail?

4. Dans le cas de l'affirmative, quand et quels ont été ces délégués? Sinon, pour quelle raison?

M. Hales: Je dépose les documents.

OUVRAGES PUBLICS, COMTÉ DE DORCHESTER

Question n° 1028—M. Boutin:

1. Dans le budget des dépenses de 1962-1963, quels étaient les travaux publics fédéraux prévus pour la circonscription de Dorchester?

2. Quels sont les ouvrages fédéraux en voie d'exécution dans la circonscription de Dorchester et quelle somme a-t-on affectée à leur exécution?

3. Le premier ministre a-t-il reçu des observations au sujet de travaux publics dans la circonscription de Dorchester? Dans le cas de l'affirmative, quelle en était la nature et de qui provenaient ces observations?

4. Le gouvernement se propose-t-il de donner suite à la recommandation visant à mettre fin à des travaux publics dans la circonscription de Dorchester?

IMMEUBLES LOUÉS PAR L'ÉTAT, À VANCOUVER

Question n° 1036—M. Laing:

Dans la ville de Vancouver, a) quel est le nombre de propriétés louées par le gouvernement canadien et tous ses organismes, b) quelle somme globale a-t-on versée en 1961 à titre de loyer à l'égard de toutes ces propriétés, c) quelle somme globale la Société Radio-Canada a-t-elle versée à titre de loyer en 1961?

AFFAIRES INDIENNES—SOMMES DÉPENSÉES
AU TITRE DE LA RECHERCHE

Question n° 1047—L'hon. M. Pickersgill:

1. Depuis le 1^{er} avril 1957, quelle somme a-t-on dépensée, durant chaque année financière, au titre de la recherche dans le domaine des affaires indiennes?

2. Quels projets de recherches a-t-on entrepris depuis le 1^{er} avril 1957?

3. Quelles mesures ont été mises à exécution par suite de ces recherches?

DEMANDES DE DOCUMENTS

ENQUÊTES DE SÉCURITÉ ET PROFESSEURS
D'UNIVERSITÉS

Demande n° 49—M. Matheson:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production d'une copie de toutes lettres adressées au gouvernement par la *Canadian Association of University Teachers* depuis le 1^{er} janvier 1962, relativement aux enquêtes de sécurité en tant qu'elles touchent présentement les membres de l'Association.

L'hon. M. Fleming: Je n'y vois aucune objection, monsieur l'Orateur.

(La motion est adoptée.)